

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Pêche : dynamiser un secteur pourvoyeur d'emplois

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

HISSER le secteur pêche aux alentours de 15 % du produit intérieur brut (PIB) et lui permettre d'atteindre au moins 30 % des emplois nationaux. C'est l'un des principaux objectifs fixés par le ministre de la Pêche et de l'Économie maritime. Lequel était hier face aux agents de son ministère, réunis pour échanger sur

le fonctionnement de leur structure. Pour le membre du gouvernement, "le dialogue social est à l'administration ce que la croissance est à l'économie, c'est-à-dire son catalyseur". Ainsi, pour trouver des solutions aux diligences enregistrées depuis son arrivée à la tête de ce ministère, il a décidé de la mise en place d'un comité mixte permanent du dialogue social.

En janvier dernier, Pascal Houangni Ambouroue avait

rouvert la pêche au large des côtes de Libreville. En effet, depuis 2015, la fermeture du corridor de pêche dans l'Estuaire du Komo ne permettait plus le ravitaillement du Centre d'appui à la pêche artisanale de Libreville (Capal). L'interdiction faite aux pêcheurs de mener leurs activités dans cette zone très poissonneuse située entre Libreville et la Pointe-Denis, est d'ordre sécuritaire. Cette autorisation permet aujourd'hui de renforcer les activités du Capal qui reçoit les produits de la pêche.



Photo: AN

Le ministère de la Pêche veut optimiser son fonctionnement.

Toutefois, le ministère de l'Économie maritime va continuer à veiller sur ladite zone. Il compte y réguler la pêche en limitant le nombre

de bateaux ou de pirogues. Une opération d'interdiction de débarquement de poissons dans les zones non identifiées sera lancée sous peu.

Nouvelle donne économique mondiale : le "BRICS Plus" veut régner


Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

LA carte économique mondiale se recompose-t-elle ? En tout cas, impossible d'ignorer cette reconfiguration qui se dessine et pourrait dans les prochaines années, déterminer les rapports économiques et commerciaux internationaux. En effet, en visite à Moscou depuis deux jours, le président chinois Xi Jinping a, dans un article publié par le journal Rissyskaya Gazeta, le 19 mars 2023, appelé à poursuivre l'amélioration des relations Russie-Chine. Il a également fait savoir que "la transition vers un monde multipolaire et non plus dominé par les États-Unis, ne peut être empêchée". Le processus d'élargissement de BRICS va participer de cette nouvelle donne géopolitique et économique qui s'accélère avec quatre pays africains dans le "BRICS Plus" (Afrique du Sud, Égypte, Nigeria, Algérie). À preuve, l'Algérie avait officiellement déposé, en novembre dernier, une demande d'adhésion au groupe du BRICS. Après la Chine, la Russie a exprimé son appui à cette demande qui intervient dans le cadre des efforts visant à élargir cette organisation qui compte cinq pays émergents : Brésil, Inde, Chine, Russie et

Afrique du Sud (BRICS). Avant qu'il ne soit remplacé, le conseiller d'État, ministre des Affaires étrangères Wang Yi (Chine), avait confirmé début mai dernier ce processus d'élargissement du groupe des BRICS. Dans ce sens, des dirigeants de plusieurs pays en développement, dont l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Indonésie, l'Argentine, le Nigeria, l'Algérie et la Thaïlande, avaient participé, le 23 mai 2022, à une conférence virtuelle baptisée "BRICS Plus", et présentée par Pékin comme "une nouvelle phase du processus de l'élargissement des BRICS".

Or, le BRICS non élargi représente 42 % de la population de la planète (3,2 milliards de personnes) et environ 31,5 % du Produit intérieur brut (PIB) mondial contre 30,7 % pour le G7 (l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni).

Le groupe qui a créé en 2014 sa propre banque de développement pour tenter de bousculer l'architecture financière mondiale dessinée par les accords de Bretton Woods, s'efforce désormais de jouer un rôle plus important dans les divers organes de gouvernance mondiale, faisant basculer le centre de gravité des échanges mondiaux.



APPEL D'OFFRES

La Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) lance un appel d'offres relatif à la **Téléconduite des réseaux électriques du RIC de la Direction Région Est : Lot n° 2 : équipements de contrôle commande (fournitures / paramétrages / tests / installations).**

Commanditaire
Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG).

Objet du marché
Téléconduite des réseaux électriques du RIC de la Direction Région Est.

Date de lancement
Lundi 20 Mars 2023.

Source de financement
Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG).

Critères d'éligibilité
Les critères d'éligibilité seront détaillés dans le règlement particulier d'appel d'offres fourni dans le dossier d'appel d'offres.


Retrait des dossiers d'appel d'offres
Les dossiers d'appel d'offres sont à retirer, sur une clé USB neuve, à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Stocks de la SEEG
Base Technique SEEG, sise en face de l'immeuble GABON TELECOM
B.P : 2082 Libreville - Gabon
Tel : 011 76 76 07

Le retrait du dossier complet d'appel d'offres est conditionné par la présentation du reçu de paiement.

Frais de dossier (non remboursables)
300 000 FCFA à régler à la caisse située au 4ème étage du Siège social de la SEEG entre 12h00 et 15h00.

Période de retrait des dossiers d'appel d'offres
Du lundi 20 au vendredi 24 mars 2023, de 08h00 à 15h30.


www.seeg-gabon.com